



EXTRAIT DE PÉTITION

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 1 562 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le Centre de réadaptation Lucie-Bruneau (CRLB) est le seul centre de réadaptation en déficience physique dans l'Est de Montréal;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs usagers autonomes ou non quant au transport présentent fatigabilité et douleurs chroniques, que distance et durée du trajet seront accrus pour plusieurs, que certains en seront contraints à renoncer complètement à la réadaptation ou à abandonner en cours de traitement;

CONSIDÉRANT QUE les temps de déplacement pour une grande partie de la clientèle seront augmentés d'où une sollicitation accrue du transport aux heures achalandées;

CONSIDÉRANT QU'il y aura perte des installations essentielles à la réadaptation de la phase III: bassin d'eau chaude, gymnase, salle d'entraînement adaptée pour personnes en fauteuil roulant;

CONSIDÉRANT QU'une scission des programmes de réadaptation en phase III sera inévitable : réadaptation au travail, Parent-plus, conduite automobile, clinique d'accès aux aides technologique;

CONSIDÉRANT QUE la réfection au coût de plus de deux millions de l'internat du CRLB date d'à peine cinq ans, que sa relocalisation occasionnera des dépenses supplémentaires de plusieurs millions;

CONSIDÉRANT QUE le quartier du CRLB soit plus propice aux apprentissages de la réinsertion sociale en phase III.

CONSIDÉRANT QUE la majorité des références de la clientèle au CRLB ne sont pas le fruit d'un continuum de service avec l'IRGLM;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Pour tous ces motifs, nous demandons au gouvernement du Québec de bien vouloir annuler le projet du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, de transférer des programmes de réadaptation en déficience physique du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau vers l'Institut de réadaptation Lindsay-Gingras.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.


Amir Khadir, député de Mercier

7 ju 2016
Date de signature de l'extrait